



PHOTO: FMI/EUGENE SALAZAR

Une Somalie en reconstruction

Abdirahman Dualeh Beileh, ministre des Finances, se veut optimiste pour le développement économique de son pays

UN ENJEU IMPORTANT pour les États fragiles consiste à conserver ce qu'ils ont de plus précieux : leur population. Plus d'un million de Somaliens ont fui leur pays au cours de ces dernières années ; beaucoup ont préféré les camps de réfugiés délabrés des pays voisins à l'instabilité et aux conflits incessants de leur pays d'origine. Pour Abdirahman Dualeh Beileh, le ministre des Finances somalien, les années passées à l'étranger l'ont aidé à se préparer à occuper un poste crucial dans un pays qui n'a pratiquement pas eu d'institutions publiques en état de marche pendant plus de 20 ans.

Après avoir obtenu trois diplômes à l'université du Wisconsin-Madison et longtemps travaillé à la Banque africaine de développement (BAfD), M. Beileh est retourné en Somalie en 2014 pour aider le pays à se remettre sur pied. Il a d'abord été ministre des Affaires étrangères, avant d'être nommé ministre des Finances en 2017. Après des décennies de conflits dévastateurs, les besoins de la Somalie sont immenses. M. Beileh s'est donc attaché à restaurer la confiance dans les

autorités somaliennes pour obtenir les ressources nécessaires à la reconstruction du pays.

En plus de son rôle dans l'administration publique, M. Beileh est connu pour son talent d'artiste et d'auteur-compositeur. Dans cet entretien avec Bruce Edwards de *F&D*, il explique que l'expression culturelle a été une force unificatrice dans l'histoire mouvementée de la Somalie et joue un rôle important dans son développement.

F&D : Pourriez-vous nous rappeler la situation dans laquelle se trouvait la Somalie jusqu'à tout récemment ?

ADB : La Somalie n'a pas eu de gouvernement légitime pendant 20 ans. Le pays a connu une absence totale d'institutions et une suspension complète de l'ordre public. Tout le monde était retourné à ses racines, à son clan, aux petites collectivités dirigées par leurs membres les plus anciens. Sans gouvernement central reconnu, sans écoles, sans aucun lien avec ces collectivités de petits clans et sous-clans, vous avez soudain l'impression de ne plus exister. Nous avons été sauvés par nos femmes et nos aînés, qui ont contribué à apaiser les tensions entre les collectivités. Notre soulagement a été de courte durée, car nous nous sommes aperçus que le pays se dérobaient. Les gens partaient, et un pays ne peut pas exister dans le vide.

F&D : Quel a été le moment charnière à cet égard ?

ADB : L'année 2012 a été décisive : c'est là que le gouvernement a été élu d'une manière « presque normale », et qu'il a été reconnu par la communauté internationale. Depuis lors, nous gravissons une montagne très escarpée et nous nous rapprochons progressivement du sommet.

F&D : L'insécurité est un problème de longue date.

ADB : L'insécurité est toujours un problème. Mais quand on compare notre situation actuelle à celle qui était la nôtre, je trouve que nous avons accomplis de formidables progrès.

Des difficultés persistent en Somalie, notamment du fait de groupes terroristes, mais nous disposons dans l'ensemble de règles qui encadrent notre économie dans tout le pays. Je pense que nos objectifs communs sont clairs : une nation, une économie et un budget. Nous ne les avons pas encore atteints, mais avec l'aide de la communauté internationale, nous y parviendrons bientôt.

F&D : Parmi vos nombreuses priorités, lesquelles sont les plus urgentes ?

ADB : La question la plus pressante est celle de notre dette à l'égard de la communauté internationale. Ces dernières années, la Somalie n'a pas eu accès aux

Il est impossible de se faire une idée de ce que tout perdre signifie : perte des institutions, des dossiers et même de l'historique de gouvernance.

ressources financières de la communauté internationale, hormis les fonds destinés au renforcement des capacités et à l'aide humanitaire.

F&D : À combien s'élève la dette de la Somalie et pourquoi n'avez-vous pas eu accès aux ressources financières de la communauté internationale dans le passé ?

ADB : La dette totale est estimée à environ 5,3 milliards de dollars. Aucun pays ne peut accéder aux ressources des institutions financières internationales, à d'autres ressources concessionnelles ou à des dons tant qu'il accuse des arriérés. La stratégie d'apurement des autorités somaliennes a donc consisté à tout mettre en œuvre pour régler les arriérés du pays dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Une fois la dette allégée, nous pourrions bénéficier des ressources et dons du FMI, de la Banque mondiale, de la BAFD et d'autres institutions. Ces fonds seront utilisés pour reconstruire le pays, ce qui permettra de créer des emplois. Dans mon pays, les jeunes représentent 70 % de la population. Or, il y a actuellement très peu d'emplois pour eux. La création de nouvelles possibilités d'emploi est donc une autre priorité absolue.

F&D : Après tant d'années sans administration publique en état de marche, comment regagner la confiance des citoyens dans les institutions de leur pays ?

ADB : Pour une personne lambda qui travaille dans un pays ordinaire, il est impossible de se faire une idée de ce que tout perdre signifie : perte des institutions, des registres et même de l'historique de gouvernance. C'est tout simplement inimaginable.

C'est ce que nous avons vécu, et ce n'est pas évident. À un certain moment, certains ministres n'avaient ni bureau ni personnel. Notre gouvernement est à présent opérationnel. Nous avons pu convenir de projets de loi visant à régir nos finances publiques, notre régime fiscal et notre système douanier. Certains d'entre eux ont déjà été harmonisés et d'autres font actuellement l'objet de travaux avec l'aide du FMI et du reste de la communauté internationale.

F&D : Il existe aujourd'hui une très vaste diaspora somalienne dans le monde : dans quelle mesure cette communauté est-elle liée au reste des Somaliens ?

ADB : La diaspora est une véritable bénédiction pour la Somalie. Elle contribue considérablement à notre économie, en créant des entreprises à Mogadiscio et

en y apportant ses compétences, sans parler de ses envois de fonds. Je dirais que 80 % à 90 % des familles somaliennes ont pu se nourrir pendant notre période de difficultés grâce à la diaspora. Je ne saurais donc trop insister sur son importance pour notre pays.

F&D : Dans quelle situation aimeriez-vous que la Somalie se trouve, disons, dans cinq ans ?

ADB : Si nous continuons sur notre lancée, nous pourrions devenir un pays à revenu intermédiaire. Cela peut sembler audacieux, mais je connais le peuple somalien, sa perspicacité, sa résilience, etc., et je sais toutes les épreuves qu'il a traversées. Si vous pouvez surmonter toutes ces difficultés, si vous pouvez bâtir des centres commerciaux et créer des entreprises à Minneapolis, Londres, Columbus ou Nairobi, alors vous pouvez le faire en Somalie.

Dans cinq ans, il faudra que nos administrations publiques soient capables de répondre aux besoins du pays, sans faire appel à une quelconque aide extérieure. Dans cinq ans, le budget de l'État devra être financé par des ressources internes. Cela dit, des investissements en Somalie resteront nécessaires, car les infrastructures du pays ont été complètement détruites.

F&D : Vous êtes connu non seulement comme responsable public, mais aussi comme artiste et auteur-compositeur de renom. Pensez-vous que l'art et la culture peuvent contribuer au développement du pays ?

ADB : Oui. Vous savez, quand nous avons perdu tout le reste, la culture et les écrits sont restés. Et dans la culture somalienne, tout s'articule autour de l'art de la poésie et de la chanson. Je ne suis donc qu'un exemple parmi d'autres. Je ne pense pas être un grand artiste. Je dirais juste que, lorsque mes émotions atteignent un certain niveau, je les exprime par la chanson.

Je vous donne un exemple. Quand je travaillais pour la BAFD, je me rendais dans des pays africains pour participer à des réunions avec des représentants africains. Et la Somalie n'était pas là. Le siège était bien là, le drapeau aussi, mais pas de représentant somalien. Je me rappelais alors la puissance qui était celle de la Somalie quand j'étais enfant. J'ai eu besoin d'exprimer l'émotion que cette situation suscitait en moi. Et je l'ai fait en chanson. **FD**

Cet entretien a été révisé dans un souci de concision et de clarté.